

# SÉNAT DE BELGIQUE

## SESSION DE 2011-2012

21 JUIN 2012

**Proposition de loi modifiant l'article 2244 du Code civil pour attribuer à la lettre de mise en demeure de l'avocat un effet interruptif de la prescription**

## AMENDEMENTS

N° 7 DE MME DEFRAIGNE

Art. 2

**Remplacer cet article par ce qui suit :**

« Art. 2. Article 2244 du Code civil, modifié par la loi du 25 juillet 2008, dont le texte actuel formera le § 1<sup>er</sup>, est complété par un § 2 rédigé comme suit :

« § 2. Une mise en demeure envoyée par l'avocat du créancier, par lettre recommandée avec accusé de réception, au débiteur dont le domicile ou le siège social est situé en Belgique interrompt également la prescription et fait courir un nouveau délai d'un an, sans toutefois que la prescription puisse être acquise avant l'échéance du délai de prescription initial. La prescription ne peut être interrompue qu'une seule fois par une telle mise en demeure, sans préjudice des autres modes d'interruption de la prescription.

Voir:

Documents du Sénat:

5-145 - SE 2010 :

N° 1 : Proposition de loi de Mme Defraigne.

5-145 - 2010/2011 :

N° 2 : Amendements.

N° 3 : Avis du Conseil d'État.

5-145 - 2011/2012 :

N° 4 : Amendements.

# BELGISCHE SENAAT

## ZITTING 2011-2012

21 JUNI 2012

**Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 2244 van het Burgerlijk Wetboek teneinde aan de ingebrekestellingsbrief van de advocaat een verjaringsstuitende werking te verlenen**

## AMENDEMENTEN

Nr. 7 VAN MEVROUW DEFRAIGNE

Art. 2

**Dit artikel vervangen als volgt :**

« Art. 2. Artikel 2244 van het Burgerlijk Wetboek, gewijzigd bij de wet van 25 juli 2008, en waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, wordt aangevuld met een § 2, luidende :

« § 2. Een ingebrekestelling bij aangetekende brief met ontvangstbewijs verzonden door de advocaat van de schuldeiser naar de schuldenaar met woonplaats of maatschappelijke zetel in België stuit tevens de verjaring en doet een nieuwe termijn van een jaar ingaan, zonder dat de vordering vóór de vervaldag van de initiële verjaringstermijn kan verjaren. De stuitende werking van deze ingebrekestelling is slechts eenmalig, onverminderd andere stuitingsoorzaken.

Zie:

Stukken van de Senaat:

5-145 - BZ 2010 :

Nr. 1 : Wetsvoorstel van mevrouw Defraigne.

5-145 - 2010/2011 :

Nr. 2 : Amendementen.

Nr. 3 : Advies van de Raad van State.

5-145 - 2011/2012 :

Nr. 4 : Amendementen.

*L'interruption de la prescription intervient au moment de l'envoi de la mise en demeure par lettre recommandée à la poste, avec accusé de réception.*

*À défaut de contenir de façon complète et explicite les mentions suivantes, la mise en demeure ne produit aucun effet en ce qui concerne l'interruption de la prescription :*

*1<sup>o</sup> Les coordonnées du créancier : s'il s'agit d'une personne physique, le nom, le prénom et l'adresse du domicile ou, le cas échéant, de la résidence effective ou du domicile élu; s'il s'agit d'une personne morale, la forme juridique, la raison sociale et l'adresse du siège social ou, le cas échéant, du siège d'exploitation concerné;*

*2<sup>o</sup> Les coordonnées complètes du débiteur : s'il s'agit d'une personne physique, le nom, le prénom et l'adresse du domicile ou, le cas échéant, de la résidence effective ou du domicile élu; s'il s'agit d'une personne morale, la forme juridique, la raison sociale et l'adresse du siège social ou, le cas échéant, du siège d'exploitation concerné;*

*3<sup>o</sup> La description de l'obligation qui a fait naître la créance;*

*4<sup>o</sup> Si la créance porte sur une somme d'argent, la justification des montants réclamés au débiteur, y compris les dommages et intérêts et les intérêts de retard;*

*5<sup>o</sup> Le délai dans lequel le débiteur peut s'acquitter de son obligation avant que les mesures supplémentaires de recouvrement puissent être prises;*

*6<sup>o</sup> La possibilité d'agir en justice pour mettre en œuvre les autres mesures de recouvrement en cas d'absence de réaction du débiteur dans le délai fixé;*

*7<sup>o</sup> Le caractère interruptif de prescription provoqué par cette mise en demeure;*

*8<sup>o</sup> La signature de l'avocat du créancier.*

*La mise en demeure doit être rédigée dans la langue convenue entre les parties, ou, à défaut, dans une des langues officielles de l'endroit de destination. ».*

#### Justification

Dans son avis n° 49767/2 rendu sur la proposition de loi, le Conseil d'État, après avoir relevé que la proposition de loi et les amendements n° 1 et n° 2 proposaient d'introduire un nouveau mode d'interruption de la prescription et que l'amendement n° 3 proposait d'établir un nouveau mode de suspension de la

*De verjaring wordt gestuit op het ogenblik van de afgifte van de brief aan de postdienst tegen ontvangstbewijs.*

*Om een verjaringsstuitende werking te hebben, moet de ingebrekestelling volledig en uitdrukkelijk volgende vermeldingen bevatten :*

*1<sup>o</sup> de gegevens van de schuldeiser : voor een natuurlijke persoon, de naam, de voornaam en het adres van zijn woonplaats, of, in voorkomend geval, van de werkelijke verblijfplaats of gekozen woonplaats; voor een rechtspersoon, de juridische vorm, de bedrijfsnaam en het adres van de maatschappelijke zetel of, in voorkomend geval, van de betrokken exploitatiezetel;*

*2<sup>o</sup> de gegevens van de schuldenaar : voor een natuurlijke persoon, de naam, de voornaam en het adres van zijn woonplaats, of, in voorkomend geval, van de werkelijke verblijfplaats of gekozen woonplaats; voor een rechtspersoon, de juridische vorm, de bedrijfsnaam en het adres van de maatschappelijke zetel of, in voorkomend geval, van de betrokken exploitatiezetel;*

*3<sup>o</sup> de beschrijving van de verbintenis die de schuldvordering heeft doen ontstaan;*

*4<sup>o</sup> indien de schuldvordering betrekking heeft op een geldsom, een verantwoording van alle bedragen die van de schuldenaar worden geëist, met inbegrip van de schadevergoeding en de verwijlinteressen;*

*5<sup>o</sup> de termijn waarbinnen de schuldenaar zijn verbintenissen kan nakomen alvorens bijkomende invorderingsmaatregelen kunnen worden getroffen;*

*6<sup>o</sup> de mogelijkheid in rechte op te treden met het oog op de uitwerking van andere invorderingsmaatregelen indien de schuldenaar niet binnen de vastgestelde termijn reageert;*

*7<sup>o</sup> de verjaringsstuitende werking van deze ingebrekestelling;*

*8<sup>o</sup> de handtekening van de advocaat van de schuldeiser.*

*De ingebrekestelling moet worden opgesteld in de taal zoals overeengekomen tussen de partijen en bij gebreke daaraan, in één van de officiële talen van de plaats van bestemming. ».*

#### Verantwoording

In zijn advies nr. 49767/2 met betrekking tot het wetsvoorstel suggereert de Raad van State, na te hebben opgemerkt dat de amendementen nrs. 1 en 2 een nieuwe manier voorstellen om de verjaringstermijn te stuiten en dat amendement nr. 3 een nieuwe manier voorstelde om de verjaring te schorsen, dat de wetgever in

prescription, invite le législateur à exposer dans les travaux préparatoires les raisons qui justifient le recours à l'une plutôt qu'à l'autre des techniques évoquées.

Il a lieu de constater que c'est bien un effet interruptif de prescription qui doit être octroyé au courrier de mise en demeure signé par un avocat.

S'il est exact que les causes d'interruption de la prescription en matière civile, telles qu'elles sont mentionnées par le Code civil jusqu'à aujourd'hui, sont relatives soit à la saisine d'une juridiction soit à la mise à exécution d'un titre exécutoire, l'interruption de la prescription se fonde sur et correspond à l'idée plus générale de la manifestation, par le titulaire d'un droit, de sa volonté de s'en prévaloir et d'en obtenir le bénéfice. En dehors des dispositions du Code civil, de nombreuses dispositions légales illustrent ce principe en conférant un effet interruptif de prescription à une réclamation adressée par courrier recommandé (1) ou même à une simple manifestation de volonté dénuée de formalisme (2).

Contrairement à l'interruption de la prescription, l'institution de la suspension de la prescription se justifie non pas par la volonté du titulaire d'un droit de se prévaloir de celui-ci mais bien par l'idée que le titulaire d'un droit se trouve momentanément empêché d'exercer.

On se trouve, dans l'hypothèse de l'envoi d'un courrier de mise en demeure par l'avocat du titulaire d'un droit dans une situation où le titulaire d'un droit manifeste de la sorte de manière non ambiguë sa volonté d'exercer son droit et d'en obtenir le bénéfice.

Il se justifie donc particulièrement de retenir que c'est un effet interruptif de prescription qui devra être accordé à la mise en demeure signée par un avocat.

Dans son même avis n° 41767/2, le Conseil d'État a relevé qu'en raison du caractère extrêmement simplifié du formalisme de la mise en demeure permettant l'interruption de la prescription, il importait d'être particulièrement attentif aux garanties prévues en faveur du débiteur tant en ce qui concerne la date de prise de cours du nouveau délai de prescription que l'exactitude des données relatives à l'adresse du débiteur.

Pour ce qui concerne la date de l'effet interruptif de prescription, on peut effectivement se référer utilement à la jurisprudence de la Cour constitutionnelle évoquée par le Conseil d'État mais il convient d'en cerner précisément les contours.

En effet, les litiges qui ont été à la base de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle ont tous concerné des hypothèses dans lesquelles la notification d'un pli recommandé avait pour consé-

(1) Tel est le cas de l'article 30, § 2, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, l'article 42 de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'article 16, § 2.2, de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, l'article 120bis des lois coordonnées sur les allocations familiales ou encore de l'article 70 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail et de l'article 174 des lois coordonnées du 14 juillet 1994 sur l'assurance maladie invalidité.

(2) L'exemple le plus éclairant est celui de l'interruption de la prescription en matière d'assurance résultant de la notification faite à l'assureur par la victime de sa volonté d'être indemnisée (article 35, § 3 et § 4, de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre).

de parlementaire voorbereiding de redenen zou moeten uiteenzetten voor het gebruik van de ene veeleer dan de andere techniek.

De door een advocaat ondertekende ingebrekestellingsbrief hoort wel degelijk een verjaringsstuitende werking te hebben.

De gronden voor stuizing van de verjaring in burgerlijke zaken zoals die tot nu toe in het Burgerlijk Wetboek vermeld staan, hebben te maken met het vatten van het gerecht of met de uitvoering van een uitvoerbare titel. De stuizing van de verjaring is echter algemeen gegrond op het feit dat de titularis van een recht uitdrukkelijk zijn wil te kennen geeft met betrekking tot de uitoefening van dat recht en het voordeel dat hij daaruit wil halen. Los van de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek zijn er veel wettelijke bepalingen die dit principe illustreren, door een verjaringsstuitende werking toe te kennen aan een invordering verstuurd per aangetekende brief (1), of zelfs aan een gewone wilsuiting (2) zonder verder formalisme.

In tegenstelling tot de stuizing van de verjaring wordt de schorsing van de verjaring, niet gerechtvaardigd door de wil van de titularis van een recht om dat recht uit te oefenen, maar wel door het feit dat de titularis van een recht zich tijdelijk in de onmogelijkheid bevindt om dat recht uit te oefenen.

In het geval van het verzenden van een ingebrekestelling door de advocaat van de titularis van een recht, is er sprake van een situatie waarin de titularis van een recht ondubbelzinnig te kennen geeft dat hij dat recht wenst uit te oefenen en er voordeel wenst uit te halen.

Dit verantwoordt dat de door de advocaat ondertekende ingebrekestelling een verjaringsstuitende werking krijgt.

In hetzelfde advies nr. 41767/2, merkt de Raad van State op dat de zeer eenvoudige formele regels die gelden voor de ingebrekestelling met verjaringsstuitende werking, betekenen dat er bijzondere aandacht dient te worden besteed aan de garanties voor de schuldenaar, zowel wat het ingaan van de nieuwe verjaringstermijn als wat de juistheid van de adresgegevens van die schuldenaar betreft.

Wat de datum van de uitwerking van de verjaringsstuiting betreft, kan men inderdaad, zoals de Raad van State zegt, verwijzen naar de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof. Dit dient echter duidelijk afgebakend te worden.

De gedingen die aanleiding gaven tot de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof betroffen allemaal gevallen waarbij de kennisgeving van een aangetekende zending een beroepstermijn

(1) Dit is het geval bij artikel 30, § 2, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, artikel 42 van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de *besluitwet* van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, artikel 16, § 2.2, van koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, artikel 120bis van de gecoördineerde wetten betreffende de *kinderbijslag*, of nog bij artikel 70 van de wet van 10 april 1971 op de arbeidsongevallen en in artikel 174 van de gecoördineerde wetten van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen.

(2) Het meest treffende voorbeeld is dat van de verjaringsstuiting in verzekeringzaken ingevolge de kennisgeving aan de verzekeraar van de wil van de benadeelde om een vergoeding te bekomen voor de door hem geleden schade (artikel 35, § 3 en § 4, van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst).

quence d'ouvrir au profit du destinataire de la lettre un délai de recours. C'est dans ce contexte particulier que la Cour constitutionnelle a relevé que, si la sécurité juridique permettait de choisir comme point de départ tant la date d'envoi du pli recommandé que la date de réception de celui-ci, le choix de la date d'envoi d'une telle notification pour faire courir un délai de recours à l'encontre de la décision contenue dans la notification portait atteinte de manière disproportionnée au droit de la défense du destinataire dès lors qu'il n'était pas possible de faire débuter un délai de recours avant que le destinataire de l'envoi ne soit présumé en avoir pris connaissance.

Le choix opéré par la Cour constitutionnelle, de faire se produire l'effet d'une notification par courrier recommandé à l'époque de la réception de celui-ci ne s'impose donc que dans les seules hypothèses où la notification impose au destinataire d'adopter un certain comportement et de prendre certaines initiatives dans un délai dont le point de départ est associé à cette notification.

Toutefois, la notification d'une lettre par courrier recommandé peut être susceptible de produire des effets en faveur ou dans l'intérêt de l'expéditeur et sans que ces effets n'imposent une réaction ou une prise de cours de ce délai, en tant que tel, pour le destinataire.

C'est cette considération qui a justifié l'adoption de la règle contenue à l'article 53bis du Code judiciaire, à savoir la règle de la double date. Cette solution, parfaitement conforme à l'enseignement de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle, prévoit que la notification produit ses effets au moment de la réception (présumée) lorsque ceux-ci concernent le destinataire (tels la prise de cours d'un délai de recours ouvert au destinataire ou d'un délai de comparaison dans lequel ce dernier doit réagir) mais produit par contre ses effets à la date d'envoi (déterminée objectivement) lorsque ceux-ci concernent l'expéditeur (tels le respect d'un délai de recours ou d'un délai préfix qui s'impose à l'expéditeur ou l'interruption de la prescription qui court contre celui-ci) (1)

Il se justifie donc de considérer que l'interruption de la prescription se réalise au moment de son expédition (2).

Pour ce qui concerne l'exactitude des données relatives à l'adresse du débiteur, le Conseil d'État a souligné qu'il était nécessaire de formaliser une solution qui investissait le créancier de l'obligation, bénéficiant de l'interruption de la prescription, de faire la preuve, en cas de litige, que l'adresse à laquelle il avait envoyé la lettre de mise en demeure était effectivement celle du débiteur.

Le principe souligné par le Conseil d'État doit naturellement être respecté mais la solution préconisée par le Conseil d'État correspond à celle qui résulte de l'application des dispositions du droit commun de la preuve.

Ainsi, en cas de litige, il appartient au créancier, qui invoque la lettre recommandée et son effet interruptif de prescription, de démontrer que toutes les conditions prévues par la loi étaient bien remplies et que la mise en demeure était envoyée à une adresse où le destinataire a été touché ou était réputé pouvoir être contacté.

(1) G. de Leval, *Eléments de procédure civile*, p. 90 n° 60b Larcier; Laenens, *Tijdstip van een betekening in Duitsland*, R. W., 1999-2000, p. 645).

(2) Van Drooghenbroeck et Marchandise, *Les causes d'interruption et de suspension de la prescription*, in *La prescription extinctive : études de droit comparé*, bibliothèque de la Faculté de droit de l'UCL, n° 50, p. 426, n° 16; Laenens, *Ingebrekestelling bij advocaten brief*, in *L'acte d'avocat — de advocaten akte*, colloque du 28 avril 2005, p. 7, n° 6, Larcier.

in hoofde van de bestemming deed ingaan. Het is precies in die context dat het Grondwettelijk Hof opmerkte dat, hoewel de rechtszekerheid toestaat om de nieuwe termijn op de verzend-datum, dan wel op de ontvangstdatum van de aangetekende brief te laten ingaan, de keuze van de datum van verzending van een dergelijke kennisgeving als aanvangsdatum van een beroeps-termijn, een onevenredige beperking inhoudt van de rechten van verdediging van de bestemming, omdat een beroepstermijn niet mag beginnen te lopen alvorens de bestemming geacht wordt kennis van de zending te hebben gekregen.

De keuze van het Grondwettelijk Hof om uitwerking te verlenen aan de kennisgeving bij aangetekende brief op het ogenblik van de ontvangst van die kennisgeving, betreft dus enkel de hypotheses waarbij de kennisgeving de bestemming noopt tot een bepaalde houding of bepaalde initiatieven binnen de termijn waarvan de aanvangsdatum verbonden is met de kennisgeving.

De kennisgeving per aangetekende brief kan echter ook gevlogen hebben die spelen in het voordeel of in het belang van de verzender en dit zonder dat deze gevlogen een reactie opleggen aan de bestemming of voor hem een termijn doen ingaan.

Het is deze overweging die heeft geleid tot de invoering van de regel in artikel 53bis van het Gerechtelijk Wetboek, namelijk de regel van de «dubbele datum». Deze oplossing past perfect binnen de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof en zorgt ervoor dat de kennisgeving uitwerking krijgt op het moment van de (vermoede) ontvangst indien zij gevlogen heeft voor de bestemming (ingaan van een beroepstermijn voor de bestemming, of een termijn waarbinnen hij moet verschijnen), maar op de (objectief vastgestelde) verzendingsdatum indien de gevlogen betrekking hebben op de verzender (inachtneming van een beroepstermijn of een vastgestelde termijn die van toepassing is op de verzender, of stuiting van de verjaring tegen hem loopt) (1)

Men kan er dus van uitgaan dat de verjaring gestuit wordt vanaf het moment van verzending (2).

Wat de juistheid van de adresgegevens van de schuldenaar betreft, benadrukt de Raad van State dat het nodig is een oplossing te formuleren waarbij de schuldeiser die de stuiting van de verjaring wil, in geval van betwisting moet bewijzen dat het adres waarnaar hij de ingebrekestellingsbrief heeft verstuurd wel degelijk het adres is van de schuldenaar.

Het principe waarop de Raad wijst, hoort natuurlijk gerespecteerd te worden, maar de oplossing waarvoor de Raad van State pleit komt neer op de toepassing van de bepalingen van het gemeenrecht inzake bewijslast.

In geval van betwisting is het dus aan de schuldeiser om, aan de hand van de aangetekende brief en het daarvan verbonden verjaringsstuitend effect, aan te tonen dat alle door de wet voorgeschreven voorwaarden vervuld waren en dat de ingebrekestellingsbrief verstuurd werd naar een adres waar de geadresseerde bereikt werd of geacht werd bereikt te kunnen worden.

(1) G. de Leval, *Eléments de procédure civile*, blz. 90, nr. 60b Larcier; Laenens, *Tijdstip van een betekening in Duitsland*, R. W., 1999 — 2000, blz. 645).

(2) Van Drooghenbroeck en Marchandise, *Les causes d'interruption et de suspension de la prescription*, in *La prescription extinctive : études de droit comparé*, bibliothèque de la Faculté de droit de l'UCL, nr. 50, blz. 426, nr. 16; Laenens, *Ingebrekestelling bij advocaten brief*, in *L'acte d'avocat — de advocaten akte*, colloquium van 28 april 2005, blz. 7, nr. 6, Larcier.

La protection des intérêts légitimes du destinataire de la lettre, débiteur de l'obligation, ne nécessite donc pas une disposition particulière dans le cadre de la présente proposition.

Le nouveau délai associé à l'effet interruptif octroyé au courrier de mise en demeure signé par un avocat est d'une durée d'un an, et ce par dérogation au principe général de l'interruption de la prescription qui fait courir un nouveau délai d'une durée égale au délai initial. La brièveté du nouveau délai consécutif à l'interruption de la prescription par l'envoi de la lettre de mise en demeure recommandée signée par un avocat ne peut évidemment pas avoir pour effet d'aboutir à une situation dans laquelle le créancier disposerait finalement d'un délai de prescription plus court que celui qui aurait été applicable si une telle lettre n'avait pas été envoyée.

Il est donc justifié de préciser dans le texte de la proposition que l'effet interruptif de la prescription associé à l'envoi de la lettre de mise en demeure signée par un avocat ne peut en tout état de cause pas avoir pour effet d'aboutir à une prescription de l'action avant l'échéance du délai initial de prescription.

Enfin, s'il a été proposé que la prescription ne puisse être interrompue qu'à une seule reprise par l'envoi d'une lettre de mise en demeure recommandée signée par un avocat, il faut éviter que cette précision ne puisse être interprétée comme excluant ensuite toute autre modalité d'interruption de la prescription. Il y a donc été précisé que cette limitation concernait exclusivement l'envoi de la lettre de mise en demeure recommandée signée par un avocat et ne portait pas préjudice à la mise en œuvre des autres modalités d'interruption de la prescription.

Christine DEFRAIGNE.

#### N° 8 DE M. TORFS

Art. 1/1 (nouveau)

**Insérer un article 1/1, nouveau, rédigé comme suit :**

«*Dans le livre III, titre XX, chapitre IV, du Code civil, il est inséré une section III intitulée « Des causes qui prolongent le cours de la prescription ».*»

#### N° 9 DE M. TORFS

Art. 2

**Remplacer cet article par ce qui suit :**

«*Dans le livre III, titre XX, chapitre IV, section III, du même Code, il est inséré un article 2259/1 rédigé comme suit :*

*Art. 2259/1. — Pour autant que la prescription n'ait pas encore été interrompue, une mise en demeure envoyée par l'avocat du créancier, par lettre recommandée avec accusé de réception, au débiteur dont le domicile, la résidence ou le siège social est situé en Belgique, prolonge le délai de prescription d'un an,*

Er is in het kader van dit voorstel dus geen aparte bepaling nodig voor de bescherming van de wettelijke belangen van de bestemmeling van de brief, schuldenaar van de verbintenis.

De nieuwe termijn die verbonden is aan de stuitende werking van de door een advocaat ondertekende ingebrekestellingsbrief, is één jaar. Dat wijkt af van de algemene regel van de stuizing van de verjaring, die een nieuwe termijn doet starten die even lang is als de oorspronkelijke termijn. Dat de nieuwe termijn van de verjaringsstuizing ten gevolge van de verzending van een door een advocaat ondertekende ingebrekestellingsbrief korter is, mag natuurlijk niet leiden tot een situatie waarbij de schuldenaar uiteindelijk een kortere termijn zou krijgen dan de termijn die van toepassing was indien de brief niet was verzonden.

Het is dus wenselijk om in de tekst van het voorstel te verduidelijken dat de stuizing van de verjaring die verbonden is aan de door een advocaat ondertekende ingebrekestellingsbrief er in elk geval niet mag toe leiden dat de vordering sneller verjaart dan het geval zou zijn geweest met de oorspronkelijke verjarings-termijn.

Hoewel er is voorgesteld dat de verjaringstermijn slechts één maal kan worden gestuift door middel van een door een advocaat ondertekende ingebrekestellingsbrief, dient men er ook op te wijzen dat dit niet moet worden geïnterpreteerd als de enige mogelijkheid om de verjaring te stuiven. De beperking geldt dus uitsluitend voor het aangetekend verzenden van de door een advocaat ondertekende ingebrekestellingsbrief en neemt niet weg dat er inzake verjaring nog andere stuatingsmaatregelen kunnen worden toegepast.

#### Nr. 8 VAN DE HEER TORFS

Art. 1/1 (nieuw)

**Een nieuw artikel 1/1 invoegen, luidende :**

«*In Boek III, Titel XX, Hoofdstuk IV van het Burgerlijk Wetboek, wordt een afdeling III ingevoegd, met als opschrift « Oorzaken die de loop van de verjaring verlengen ».*»

#### Nr. 9 VAN DE HEER TORFS

Art. 2

**Dit artikel vervangen door wat volgt :**

«*In Boek III, Titel XX, Hoofdstuk IV, Afdeling III van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 2259/1 ingevoegd, luidende :*

*Art. 2259/1. — Voor zover de verjaring nog niet gestuift werd, verlengt een ingebrekestelling per aangetekende brief met ontvangstbewijs verstuurd door de advocaat van de schuldeiser naar de schuldenaar met woonplaats, verblijfplaats of maatschappelijke zetel in België, de verjaringstermijn met een jaar, zonder dat*

*sans toutefois que la prescription puisse être acquise avant l'échéance du délai de prescription initial. Le délai de prescription ne peut être prolongé qu'une seule fois de cette manière et la prolongation ne porte pas atteinte aux autres causes d'interruption ou de suspension.*

*Si le délai de prescription prévu par la loi est inférieur à un an, sa prolongation est d'une durée identique.*

*Pour que la prolongation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> puisse s'appliquer, la mise en demeure doit être envoyée au plus tard un mois avant la fin du délai de prescription initial et doit contenir les données suivantes :*

*1<sup>o</sup> les coordonnées du créancier : s'il s'agit d'une personne physique, le nom, le prénom et l'adresse du domicile ou, le cas échéant, de la résidence effective ou du domicile élu; s'il s'agit d'une personne morale, la forme juridique, la raison sociale et l'adresse du siège social ou, le cas échéant, du siège d'exploitation concerné;*

*2<sup>o</sup> les coordonnées du débiteur : s'il s'agit d'une personne physique, le nom, le prénom et l'adresse du domicile ou, le cas échéant, de la résidence effective ou du domicile élu; s'il s'agit d'une personne morale, la forme juridique, la raison sociale et l'adresse du siège social ou, le cas échéant, du siège d'exploitation concerné;*

*3<sup>o</sup> la description de l'obligation qui a fait naître la créance;*

*4<sup>o</sup> si la créance porte sur une somme d'argent, la justification de tous les montants réclamés au débiteur, y compris les dommages-intérêts et les intérêts de retard;*

*5<sup>o</sup> le délai dans lequel le débiteur peut s'acquitter de ses obligations avant que des mesures supplémentaires de recouvrement puissent être prises;*

*6<sup>o</sup> la possibilité d'agir en justice pour mettre en œuvre d'autres mesures de recouvrement en cas d'absence de réaction du débiteur dans le délai fixé;*

*7<sup>o</sup> la prolongation du délai de prescription résultant de cette mise en demeure;*

*8<sup>o</sup> la signature de l'avocat du créancier.*

*La mise en demeure doit être rédigée dans la langue convenue entre les parties, ou, à défaut, dans une des langues officielles de l'endroit de destination. »*

*de vordering vóór de vervaldag van de initiële verjaringstermijn kan verjaren. De verjaringstermijn kan slechts éénmaal op deze wijze verlengd worden en de verlenging doet geen afbreuk aan andere oorzaken van stuiting of schorsing.*

*Indien de door de wet bepaalde verjaringstermijn minder dan één jaar bedraagt, bedraagt de duur van de verlenging dezelfde als deze van die verjaringstermijn.*

*Om de verlenging bedoeld in het eerste lid te bekomen moet de ingebrekestelling verstuurd worden ten laatste één maand voor het einde van de aanvankelijke verjaringstermijn en moet deze de volgende gegevens bevatten :*

*1<sup>o</sup> de gegevens van de schuldeiser : voor een natuurlijke persoon, de naam, de voornaam en het adres van zijn woonplaats, of, in voorkomend geval, van de werkelijke verblijfplaats of gekozen woonplaats; voor een rechtspersoon, de juridische vorm, de bedrijfsnaam en het adres van de maatschappelijke zetel of, in voorkomend geval, van de betrokken exploitatiezetel;*

*2<sup>o</sup> de gegevens van de schuldenaar : voor een natuurlijke persoon, de naam, de voornaam en het adres van zijn woonplaats, of, in voorkomend geval, van de werkelijke verblijfplaats of gekozen woonplaats; voor een rechtspersoon, de juridische vorm, de bedrijfsnaam en het adres van de maatschappelijke zetel of, in voorkomend geval, van de betrokken exploitatiezetel;*

*3<sup>o</sup> de beschrijving van de verbintenis die de schuldvordering heeft doen ontstaan;*

*4<sup>o</sup> indien de schuldvordering betrekking heeft op een geldsom, een verantwoording van alle bedragen die van de schuldenaar worden geëist, met inbegrip van de schadevergoeding en de verwijlinteressen;*

*5<sup>o</sup> de termijn waarbinnen de schuldenaar zijn verbintenissen kan nakomen alvorens bijkomende invorderingsmaatregelen kunnen worden getroffen;*

*6<sup>o</sup> de mogelijkheid in rechte op te treden met het oog op de uitwerking van andere invorderingsmaatregelen indien de schuldenaar niet binnen de vastgestelde termijn reageert;*

*7<sup>o</sup> de verlenging van de verjaringstermijn dewelke volgt uit deze ingebrekestelling;*

*8<sup>o</sup> de handtekening van de advocaat van de schuldeiser.*

*De ingebrekestelling moet worden opgesteld in de taal zoals overeengekomen tussen de partijen en bij gebreke daarvan, in één van de officiële talen van de plaats van bestemming. »*

## Justification

Dans les développements, l'auteur de la proposition de loi cite un extrait des *Dialogues Justice* de MM. Erdman et de Leval dans lequel ils expliquent que nombre de procédures sont introduites non pas tellement dans le but d'obtenir une décision de justice, mais en vue de bénéficier de l'effet interruptif de la prescription, ce qui nécessite non seulement la signification d'une citation, mais aussi son inscription au rôle.

Les délais de prescription en droit civil ont pour but d'empêcher qu'après l'écoulement d'un certain laps de temps, les parties puissent éventuellement encore intenter une action l'une contre l'autre, et ce afin de préserver la sécurité juridique et la paix sociale. La justice n'a rien à gagner à ce que les parties demeurent longtemps dans l'incertitude en ce qui concerne leur situation juridique.

Actuellement, les parties n'ont d'autres possibilités que la citation pour interrompre le cours de la prescription, ce qui les oblige à débourser non seulement les frais de citation, mais aussi les droits de mise au rôle. Or, comme le précise l'auteur de la proposition, ceux-ci peuvent être relativement importants pour des procédures que le justiciable n'introduit qu'à titre purement conservatoire à seule fin de ne pas voir s'éteindre son droit et alors que des discussions ou négociations sont peut-être engagées entre les parties en vue de solutionner le problème à l'amiable.

La proposition de loi prévoit une alternative, à savoir qu'une lettre de mise en demeure de l'avocat puisse également, à certaines conditions, interrompre la prescription.

Il est indéniable que la proposition de loi attache des conséquences juridiques importantes à une action unilatérale d'une partie et que l'auteur de la proposition touche au monopole dont jouissent les huissiers de justice en la matière.

Lorsqu'on demande à un huissier de justice de faire citer une personne à comparaître, il effectue des recherches avant de signifier une citation à l'intéressé. L'avocat, lui, ne se voit pas attribuer pareille tâche dans la proposition de loi, ce qui peut avoir des conséquences fâcheuses pour l'affaire.

En outre, un justiciable qui fait appel à un avocat dans le seul but d'interrompre le délai de prescription, devra quand même par la suite faire signifier une citation à comparaître si aucune solution n'a pu être trouvée à l'amiable, si bien qu'il devra au final débourser les mêmes frais, majorés de surcroît des frais d'avocat.

La mise en demeure doit également être assortie de garanties de qualité suffisantes, et ce pour garantir un procès équitable et pour préserver la sécurité juridique.

La partie qui fait l'objet de la mise en demeure comme celle qui en est à l'origine doivent avoir des garanties suffisantes quant au fait que la mise en demeure a bien été délivrée à la bonne personne et quant à la date à laquelle elle l'a été. En outre, la partie mise en demeure doit être informée de la portée de la mise en demeure.

Un problème spécifique au courrier recommandé est celui du non-enlèvement. Quelles sont les conséquences juridiques si le destinataire n'est pas présent lors de la présentation de l'envoi recommandé et ne donne pas suite à la demande de venir l'enlever au bureau de poste dans les deux semaines ?

Une autre question qui se pose est de savoir ce qu'il convient de faire lorsque le débiteur a déménagé, est en voyage ou n'a plus de résidence fixe.

Dans ces cas-là, il faudra quand même agir par citation. C'est la raison pour laquelle l'auteur de l'amendement prévoit que la mise en demeure doit être envoyée au plus tard un mois avant la fin du

## Verantwoording

In de toelichting bij het wetsvoorstel verwijst de indiener naar een passage uit de *Justitiatedialogen* van de heren Erdman en de Leval, waarbij ze stellen dat heel wat vorderingen niet worden ingesteld om een beslissing te krijgen, maar wel met het oog op het stuitende effect van de verjaring die niet enkel de betekening van een dagvaarding, maar ook de inschrijving op de rol vereist.

De verjaringstermijnen in het burgerlijk recht dienen om na verloop van een welbepaalde tijdspanne potentiële vorderingen tussen partijen onmogelijk te maken, met het oog op het behoud van de rechtszekerheid en de maatschappelijke rust. Het rechtsverkeer is er niet mee gebaat dat partijen lange tijd in onzekerheid blijven over hun rechtspositie.

Op dit ogenblik bestaat er voor de partijen geen mogelijkheid om de verjaringstermijn te stuiten, dan via dagvaarding, dewelke kosten met zich brengt, vermeerderd met kosten voor de betaling van de inschrijving op de rol. De indiener voegt eraan toe dat deze vrij hoog kunnen oplopen voor vorderingen die enkel tot bewaring van recht worden ingesteld, terwijl er misschien al gesprekken of onderhandelingen tussen de partijen zijn begonnen om het probleem in der minne op te lossen.

Het wetsvoorstel stelt dat een alternatief voor de stuiting een ingebrekestellingsbrief van de advocaat kan zijn, waarbij indien deze aan bepaalde voorwaarden voldoet, de verjaring doet stuiten.

Het kan niet worden ontkend dat het wetsvoorstel aan een eenzijdige actie van een partij heel belangrijke rechtsgevolgen koppelt en de indiener van het wetsvoorstel raakt aan het monopolie dat de gerechtsdeurwaarders op dit terrein hebben.

Op het ogenblik dat een gerechtsdeurwaarder verzocht wordt een bepaalde persoon te dagvaarden, zal deze opzoeken verrichten, alvorens de betrokkenen een dagvaarding te betekenen. Deze opdracht krijgt de advocaat in het wetsvoorstel niet, wat nadelige gevolgen kan hebben voor de zaak.

Bovendien zal men, indien men de advocaat enkel inschakelt voor de stuiting van de verjaringstermijn, achteraf nog steeds moeten dagvaarden als er geen oplossing in der minne bereikt wordt, wat uiteindelijk tot dezelfde kosten zal leiden, verhoogd met de advocatenkosten.

Vervolgens moeten er tevens voldoende kwaliteitsgaranties aan de ingebrekestelling worden gekoppeld, met het oog op een eerlijke procesvoering en het behoud van de rechtszekerheid.

De partij die in gebreke gesteld wordt en de ingebrekesteller, moeten voldoende zekerheid hebben dat de ingebrekestelling bij de juiste persoon terecht komt en de datum waarop de bestemming de ingebrekestelling heeft ontvangen. De partij die in gebreke gesteld wordt, moet bovendien op de hoogte gesteld worden van de draagwijdte van deze ingebrekestelling.

Specifiek ten aanzien van de aangetekende brief is de problematiek van de niet-afhaling. Wat zijn de rechtsgevolgen als de geadresseerde op het moment van het aanbieden van de aangetekende zending niet aanwezig is en hij niet ingaat op het verzoek om binnen de veertien dagen de aangetekende zending af te halen in het postkantoor ?

Een andere vraag is hoe men moet omgaan met een schuldenaar die verhuisd is, op reis is of geen vaste verblijfplaats meer heeft ?

In die gevallen zal men toch nog een dagvaarding moeten instellen. Hiervoor voorziet de indiener van het amendement dat de ingebrekestelling dient te worden verstuurd ten laatste één

délai de prescription initial, de telle sorte que le régime de droit commun ne soit pas compromis si la lettre recommandée n'a pas pu être délivrée au débiteur ou si le débiteur n'est pas venu l'enlever.

En ce qui concerne la mise en demeure proprement dite, c'est la première fois que le Code civil prescrit autant de conditions de forme auxquelles une mise en demeure doit satisfaire pour être valable. Il faut souligner clairement que la mise en demeure en question n'a aucune influence sur la mise en demeure visée, entre autres, aux articles 1139 et 1146 du Code civil.

L'auteur du présent amendement estime dès lors que si l'on instaure une réglementation légale attachant des conséquences juridiques à la lettre de mise en demeure d'un avocat, il faut que ces dernières offrent des garanties suffisantes à la partie mise en demeure, mais également à celle qui fait appel à un avocat en vue de résoudre le litige.

L'auteur du présent amendement choisit de ne pas utiliser le terme « interruption » comme dans l'amendement n° 7, car le Code civil en a déjà donné une définition suffisamment claire. Il préfère dès lors compléter le chapitre IV du livre III, titre XX, du Code civil par une section intitulée « Des causes qui prolongent le cours de la prescription ».

La prolongation du délai de prescription est limitée à un an. Si le délai de prescription est inférieur à un an, sa prolongation est d'une durée identique. Il ne saurait être question qu'une mise en demeure envoyée par un avocat prolonge davantage le délai de prescription que lors d'une interruption classique de la prescription.

Enfin, il est précisé que l'avocat de la partie demanderesse ne pourra épuiser qu'une seule fois cette possibilité de prolongation.

## N° 10 DE M. DELPÉRÉE

(Sousamendement à l'amendement n° 7)

### Art. 2

#### **Compléter l'article 2244, § 2, alinéa 2, proposé par la phrase suivante :**

*« L'avocat du créancier s'assure des coordonnées exactes du débiteur par un document administratif datant de moins d'un mois ».*

### Justification

L'avocat doit vérifier les coordonnées exactes du débiteur pour garantir une sécurité juridique tant au débiteur qu'au créancier.

Les mêmes garanties sont exigées lors du dépôt d'une requête contradictoire. Le demandeur doit déposer une recherche d'adresse ou un certificat de domicile du défendeur. Lors d'une citation, l'huissier lève un extrait du registre national. Les mêmes règles doivent être appliquées à la lettre de mise en demeure de l'avocat au moment de l'envoi de celle-ci.

maand voor het verstrijken van de aanvankelijke verjaringstermijn, zodat de gemeenrechtelijke regeling niet in het gedrang komt als de aangetekende brief niet kan besteld worden aan de schuldenaar of wanneer de schuldenaar de aangetekende brief niet kwam afhalen.

Wat betreft de ingebrekestelling op zich, is het de eerste maal dat het Burgerlijk Wetboek zoveel vormvereisten voorschrijft om een geldige ingebrekestelling te hebben. Het moet duidelijk gemaakt worden dat deze ingebrekestelling geen invloed heeft op de ingebrekestelling bedoeld in onder meer de artikelen 1139 en 1146 van het Burgerlijk Wetboek.

De indiener van dit amendement is daarom van mening dat indien er een wettelijke regeling komt die aan de ingebrekestellingsbrief van een advocaat rechtsgevolgen koppelt, deze voldoende waarborgen moeten inhouden voor de ingebrekegestelde, alsook voor de partij die beroep doet op een advocaat met het oog op het oplossen van het geschil.

De indiener van dit amendment kiest in tegenstelling tot wat in amendment nr. 7 bepaald is ervoor om niet de term stuiting te gebruiken, daar deze in het Burgerlijk recht een voldoende duidelijke omschrijving heeft gekregen. Hij verkiest daarom het Hoofdstuk IV van Boek III, Titel XX van het Burgerlijk Wetboek aan te vullen met een afdeling van « Oorzaken die de loop van de verjaring verlengen ».

De verlenging van de verjaringstermijn wordt beperkt tot één jaar. Ingeval van kortere verjaringstermijnen dan één jaar bedraagt de verjaringstermijn dezelfde als de verjaringstermijn die in dat geval voorzien is. Het kan niet de bedoeling zijn dat een ingebrekestelling door een advocaat tot een langere verjaringstermijn zou leiden dan gebruikelijk bij een stuiting.

Ten slotte wordt vermeld dat deze verlengingsmogelijkheid slechts éénmaal kan worden uitgeput door de advocaat van de eisende partij.

Rik TORFS.

## Nr. 10 VAN DE HEER DELPÉRÉE

(Subamendement op amendement nr. 7)

### Art. 2

#### **Het voorgestelde artikel 2244, § 2, tweede lid, aanvullen met de volgende zin :**

*« De advocaat van de schuldeiser vergewist zich van de juiste persoonsgegevens van de schuldenaar aan de hand van een administratief document van minder dan een maand oud ».*

### Verantwoording

De advocaat moet de juiste persoonsgegevens van de schuldenaar nagaan om rechtszekerheid te garanderen zowel ten aanzien van de schuldenaar als ten aanzien van de schuldeiser.

Dezelfde garanties zijn vereist bij de indiening van een verzoekschrift op tegenspraak. De eiser moet een adresopzoeking of een getuigschrift van woonplaats van de verweerde indienen. Bij een dagvaarding licht de deurwaarder een uittreksel uit het riksregister. Dezelfde regels moeten gelden voor de ingebrekestellingsbrief van de advocaat op het moment van de verzending hiervan.

Cette preuve peut être un extrait du registre national, un certificat de domicile ou d'inscription au registre des étrangers ou dans le cas d'une personne morale, un certificat de la Banque carrefour des entreprises ou de la banque de données des personnes morales sur le site du *Moniteur belge*.

Francis DELPÉRÉE.

N° 11 DE M. TORFS

(Sous-amendement à l'amendement n° 7)

Art. 2

**Dans le § 2 proposé de l'article 2244 du Code civil, apporter les modifications suivantes :**

**1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, insérer les mots «, *le lieu de résidence*» entre les mots «le domicile» et les mots «ou le siège social»;**

**2<sup>o</sup> insérer, entre l'alinéa 1<sup>er</sup> et l'alinéa 2, un nouvel alinéa rédigé comme suit :**

«*Si le délai de prescription prévu par la loi est inférieur à un an, la durée de la prorogation est identique à celle du délai de prescription.*»;

**3<sup>o</sup> dans le texte néerlandais de l'alinéa 2, qui devient l'alinéa 3, remplacer les mots «de brief aan de postdienst tegen ontvangstbewijs» par les mots «*de aangetekende brief tegen ontvangstbewijs aan de postdienst*»;**

**4<sup>o</sup> dans l'alinéa 3, qui devient l'alinéa 4, remplacer la phrase introductory par ce qui suit : «*Pour pouvoir produire ses effets en ce qui concerne l'interruption de la prescription, la mise en demeure doit être envoyée au plus tard un mois avant la fin du délai de prescription initial et contenir de façon complète et explicite les mentions suivantes :*».**

Dit bewijs kan een uittreksel uit het rijksregister zijn, een getuigschrift van woonplaats of van inschrijving in het vreemdelingenregister of, in het geval van een rechtspersoon, een getuigschrift van de Kruispuntbank van Ondernemingen of de databank van rechtspersonen op de website van het *Belgisch Staatsblad*.

Nr. 11 DE M. TORFS

(Subamendement op amendement nr. 7)

Art. 2

**In de voorgestelde § 2 van artikel 2244 van het Burgerlijk Wetboek de volgende wijzigingen aanbrengen :**

**1<sup>o</sup> in het eerste lid de woorden «, *de verblijfplaats*» invoegen tussen de woorden «met woonplaats» en de woorden «of maatschappelijke zetel»;**

**2<sup>o</sup> tussen het eerste en het tweede lid een nieuw lid invoegen, luidende :**

«*Indien de door de wet bepaalde verjaringstermijn, minder dan één jaar bedraagt, bedraagt de duur van de verlenging dezelfde als deze van de verjaringstermijn*»;

**3<sup>o</sup> in de Nederlandse tekst van het tweede lid, dat het derde lid wordt, de woorden «de brief aan de postdienst tegen ontvangstbewijs» vervangen door de woorden «*de aangetekende brief tegen ontvangstbewijs aan de postdienst*»;**

**4<sup>o</sup> in de inleidende zin van het derde lid, dat het vierde lid wordt, de woorden «verstuurd worden ten laatste één maand voor het einde van de aanvankelijke verjaringstermijn en moet deze ...» invoegen tussen de woorden «de ingebrekestelling» en de woorden «volledig en uitdrukkelijk».**

Rik TORFS.